

## **APPEL A PROPOSITIONS**

### ***HABILITATION DE PRESTATAIRES DE FORMATION POUR 2 CQP :***

- *Technicien de maintenance industrielle*
- *Opérateur de maintenance industrielle*

***Branche des services de l'Eau et de l'Assainissement***

## ARTICLE 1. PREAMBULE

FP2E, la fédération professionnelle des entreprises de l'Eau et de l'assainissement, a été mandatée par la CPNE des entreprises de l'eau et de l'assainissement pour la représenter, en tant que personnalité morale et organisme certificateur. Le certificateur pour la branche, est la CPNE des entreprises de l'eau et de l'assainissement.

Depuis 2018, la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation de la branche des entreprises de l'eau et de l'assainissement, composée de représentants des entreprises membres et des organisations syndicales, appuyée administrativement par AKTO, ont mis au point et délivrent de nouvelles certifications professionnelles.

- Le Certificat de Qualification Professionnelle Interbranche (CQPI) d'opérateur de maintenance industrielle
- Le Certificat de Qualification Professionnelle Interbranche (CQPI) de technicien de maintenance industrielle

AKTO, en tant qu'opérateur de compétences, accompagne la CPNE et la FP2E pour le suivi et la mise en œuvre de ses certifications professionnelles.

Le pilotage des prestations est assuré par la CPNE et la FP2E.

## ARTICLE 2. PARTIES PRENANTES

- ✓ La Fédération : FP2E 1  
Son rôle est de représenter, informer, former et défendre la profession.
- ✓ Les organisations représentant les salariés :
  - Fédération nationale interco CFDT
  - CFTC Siège national - Confédération française des travailleurs chrétiens
  - CGT
  - FO Territoriaux
- ✓ OPCO AKTO  
Son rôle est d'accompagner le FP2E dans le suivi et la mise en œuvre des certifications professionnelles

---

<sup>1</sup> Site internet : <https://www.fp2e.org/>

### ARTICLE 3. OBJET DU CAHIER DES CHARGES

Ce cahier des charges a pour objet de décrire la contribution des prestataires de formation, chargés de former les candidats et de les présenter aux évaluations de la certification visée.

2 CQP sont visés :

- Technicien de maintenance industrielle
- Opérateur de maintenance industrielle

La branche est Co-certificatrice avec l'UIMM, pour les CQP « Technicien de maintenance industrielle » et « Opérateur de maintenance industrielle », par décision de CPNE le 24 mai 2022.

Cette contribution porte sur :

- La mise en place d'une équipe pédagogique compétente et pérenne, les formateurs devant maîtriser les environnements professionnels propres au(x) certificat(s) de qualification professionnelle,
- La mise en place avec l'entreprise d'un parcours de formation (avec un référent métier technique, issu de l'entreprise du candidat, chargé d'évaluer les prérequis du candidat à l'entrée de la formation) :
  - Identifier les candidats qui seraient en défaut sur les compétences clés et qui nécessiteraient d'être réorientés vers les dispositifs de remise à niveau avant d'intégrer la formation.
  - Déterminer pour chaque candidat un ajustement de la durée et des contenus de la formation sur la base des résultats du positionnement du référent métier technique.
- L'animation de modules de formation dont l'architecture et la progression s'appuie sur le référentiel de compétences constitutif de la certification professionnelle visée.
- La mise en place d'une évaluation formative tout au long du parcours de formation en alternant la théorie à la pratique.

### ARTICLE 4. CALENDRIER

La mise en ligne est prévue le 17 novembre 2022.

### ARTICLE 5. ACTEURS ET PROCESSUS DE CERTIFICATION

#### A. Définition des acteurs qui participent au processus de certification :

1. **Le référent métier technique**, issu de l'entreprise du candidat, effectue un repérage des compétences du candidat avant le parcours de formation et à la fin.
2. **L'organisme de formation** est habilité par la CPNE à former le candidat en s'assurant que le référentiel de formation s'appuie sur le référentiel de compétences de la certification professionnelle visée.

### 3. L'organisme évaluateur et jury évaluateur.

L'OIEAU est l'organisme évaluateur habilité par la CPNE. Il est habilité à organiser les modalités d'évaluation et mettre en place l'organisation du jury d'évaluation. Le jury d'évaluation est composé de :

- Un évaluateur externe, appartenant à la structure du prestataire évaluateur habilité
- Un professionnel du métier n'exerçant pas sur le même site que le candidat ou un RRH d'une autre région, et ne connaissant pas le candidat.

Ce jury évalue les compétences du candidat selon les modalités d'évaluation définies dans le référentiel de certification.

4. **Le jury paritaire** est constitué de membres de la CPNE, statue sur l'obtention finale de la certification, à l'appui des grilles d'évaluation complétées par l'organisme évaluateur.

5. **L'administrateur des CQP** est mandaté par la CPNE pour réaliser le suivi qualité et l'administration de ces certifications pour son compte.

## B. Détail du processus de certification

Avant un départ en formation, un référent métier technique, issu de l'entreprise du candidat, effectue un repérage des compétences du candidat, avec le prestataire de formation.

Le prestataire de formation a la responsabilité de mettre en œuvre le parcours de formation au regard des compétences à acquérir et issues du référentiel de compétences de la certification visée.

Il repère les compétences du candidat, avec le référent métier technique à l'aide des outils délivrés dans le cadre du CQP visé.

Le binôme « référent métier technique/formateur » évalue la progression pédagogique du candidat au cours de la formation et donne un avis sur l'acquisition des compétences à la fin de la formation.

Lors que le parcours de formation est terminé, l'entreprise informe l'OIEAU, organisme évaluateur, qu'il peut procéder à l'évaluation finale des compétences.

L'OIEAU organise le jury d'évaluation et évalue les compétences du candidat selon les modalités définies dans le référentiel de certification. Il évalue la totalité des blocs de compétences et rend un avis objectif sur l'obtention des blocs par le candidat, au jury paritaire.

La CPNE, lors du jury paritaire, statue sur la délivrance des CQP après examen des résultats complets.

La certification est constituée de blocs de compétences : un candidat peut obtenir un ou plusieurs blocs de compétences.

## ARTICLE 6. OBLIGATIONS A LA CHARGE DE L'ORGANISME DE FORMATION

### A. Rôle de l'organisme habilité pour la formation

L'organisme habilité s'engage à :

- Dispenser le référentiel de formation formalisé lors de l'habilitation, l'adapter en fonction des besoins identifiés dans l'entreprise et dans le respect du cadre défini par le référentiel compétences.
- Missionner les formateurs identifiés dans la réponse à projet
- Informer la CPNE, via AKTO, de toutes modifications : référentiel de formation, formateurs...

## **B. Missions attendues du prestataire de formation**

- Informer l'administrateur des CQP de tout lancement d'un parcours de formation : l'envoi de la fiche de lancement est obligatoire et est envoyée à AKTO.
- Veiller à l'adéquation du dispositif de formation (enjeu de l'entreprise, profil du candidat, ...)
- Informer l'entreprise sur le déroulement des opérations tout au long de la démarche
- Assurer la formation selon le programme envisagé par l'organisme en lien avec le référentiel de compétences du CQP
- Evaluer la progression pédagogique des candidats au cours de la formation, selon les outils envisagés et les critères fixés par la Branche
- Analyser les résultats
- Renseigner les supports prévus pour la préparation du jury paritaire (Livret du candidat à remplir, l'évaluation formative (saisie dans une plateforme dédiée mise à disposition par AKTO si besoin, ...) de manière claire et argumentée.
- Participer au processus d'amélioration : remontées des améliorations au conseil de perfectionnement
- Remonter à AKTO tout élément susceptible de contribuer au suivi qualité et à l'amélioration du processus ; répondre à toute sollicitation (information, contrôle, ...).

## **C. Prise en compte des personnes en situation de handicap**

L'organisme de formation s'engage à communiquer sur site web/dépliant sur l'accessibilité des personnes en situation de handicap pendant la formation.

S'il est sollicité par un candidat en situation de handicap, il s'engage aussi à mettre à disposition un référent handicap pour accompagner le candidat pendant son parcours : préconisations sur l'accueil des candidats en situation de handicap, conseil lors des évaluations formatives pour assurer un bon déroulement et l'accessibilité à tous.

Des aménagements peuvent en effet contraindre l'égalité de traitement de chaque candidat, il est donc essentiel que ces aménagements soient présentés en amont de la formation.

- L'accès à la salle
- L'ergonomie des outils/ordinateurs
- Un tiers temps pour la durée des épreuves,
- Des équipements complémentaires,
- L'accessibilité des supports pédagogiques (la taille des lettres)
- Les durées d'évaluation formative (Une précision par blocs nécessitant un aménagement) etc...

## **D. Information**

L'organisme s'engage par ailleurs à informer AKTO :

- De toute intervention en entreprise pour présenter le dispositif
- De tout démarrage de démarche CQP
- De tout changement dans la liste de ses intervenants
- Des candidats dont les dossiers sont admissibles afin de les programmer dans les jurys
- De tout dysfonctionnement repéré
- De tout retour d'expérience pertinent pour le dispositif

Il fournit également à son personnel tous les documents, informations et consignes nécessaires à la mise en œuvre de la démarche CQP conformément aux actions définies.

### **E. Confidentialité**

L'organisme habilité s'engage à respecter, et à faire respecter par son personnel et ses relais, la confidentialité des dossiers candidats, des informations éventuellement recueillies sur les entreprises mais aussi de l'ensemble des outils de certifications.

La copie et la reproduction de quelque manière que ce soit ne sont pas autorisées, ni l'utilisation ou la diffusion de ces outils et documents pour d'autres usages que ceux ici prévus.

Dans le cadre des premières formations expérimentales les référentiels ont été développés par la Branche des services de l'Eau et de l'assainissement délivrant les CQP, et sont de ce fait propres à elles, relevant d'un travail d'ingénierie pédagogique spécifique. Par conséquent, les référentiels de certification seront rendus publics lorsque France compétences enregistrera officiellement ces certifications au répertoire RNCP.

L'habilitation sera définitive quand la clause de confidentialité sera signée par le/les formateurs relevant de l'organisme de formation.

### **F. Protection des données personnelles**

Le respect de la réglementation est une priorité pour AKTO, et notamment le Règlement Européen n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi qu'à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dite « Loi Informatique et Libertés ».

L'organisme formateur s'engage par conséquent, conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'aux articles 32 à 35 du règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, à prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles il a accès, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

## **ARTICLE 7. PROCESSUS D'HABILITATION DES ORGANISMES DE FORMATION**

Seuls les prestataires de formation certifiés Qualiopi pourront prétendre à déposer une candidature d'habilitation pour le parcours de formation ou de la VAE.

Les critères du dossier de candidature seront appréciés selon les points suivants :

- Objet de la demande de formation pour un ou plusieurs CQP
- Pilotage interne et capacité d'organisation
- Références et expériences en formation et en formation à visée certifiante
- Ingénierie pédagogique et de formation sur le ou les CQP choisis
- Evaluation du dispositif de formation

## ARTICLE 8. ELEMENTS A FOURNIR POUR POSTULER A L'HABILITATION EN QUALITE D'ORGANISME DE FORMATION

1. Le cadre de réponse sous format Excel : 6 onglets à compléter obligatoirement
2. Joindre au cadre de réponse :
  - **Les programmes de formation** des modules détaillés pour chaque CQP visé
  - **Copie du certificat Qualiopi en PDF**, y compris pour les sous-traitants éventuels (habilitation à la formation et/ou la VAE)
  - **CV des formateurs** mentionnés dans le cadre de réponse
  - **Lettre à en-tête d'engagement** de la société de formation au respect des conditions d'habilitation définies dans le cahier de charge, mentionnant le nom du signataire.

## ARTICLE 9. MODALITES DE REPONSE

La réponse devra être adressée : **Au plus tard le 12/01/2023 à 17h00**

- Sous format électronique à :

- AKTO : [anne-francoise.saladin@akto.fr](mailto:anne-francoise.saladin@akto.fr) et [audrey.walleau@akto.fr](mailto:audrey.walleau@akto.fr)
- En copie : FP2E, fédération des entreprises des services de l'eau et de l'assainissement [fp2e@fp2e.org](mailto:fp2e@fp2e.org)

- Précisez en objet du corps de mail : « Eau : [nom de votre organisme] / TMI\_OMI »

- Les référentiels de compétences et de certification des CQP TMI et OMI sont annexés à cet appel à propositions

La décision de la Branche interviendra à la suite de l'examen paritaire des propositions transmises.

Les organismes de formation seront individuellement informés de la suite donnée à leur proposition.

## ANNEXES AU CAHIER DE CHARGES

**Annexe 1 : Le cadre de réponse (fichier Excel comportant le mode d'emploi et 6 onglets)**